

VOUS DITES QUE VOUS VOULEZ UNE RÉVOLUTION?

LES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES ÉMERGEANTES POURRAIENT PERMETTRE À LA FOIS D'ÉLARGIR LA DÉMOCRATIE ET DE FAIRE PROGRESSER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Par Gar Alperovitz – Illustrations de Wesley Bedrosian

Depuis la naissance du mouvement de protection de l'environnement moderne dans les années 1970, beaucoup d'argent et d'énergie a été dépensé dans le monde pour comprendre et guérir les maux dont souffre notre environnement. Cela a eu pour résultat quelques succès spectaculaires – le protocole de Montréal pour contrôler les émissions de chlorofluorocarbone (CFC) et pour préserver la couche d'ozone stratosphérique est l'un des exemples qui viennent généralement à l'esprit – ainsi qu'une meilleure compréhension des écosystèmes terrestres et de la manière dont nous les affectons, et un engagement à les préserver largement exprimé (du moins en théorie.) Dans la plupart des pays, tout le monde prétend se soucier de l'environnement.

Alors pourquoi les tendances ne sont-elles pas meilleures? Prenons quelques exemples tirés de *Vital Signs*, le regard périodique porté par l'institut Worldwatch sur les indices environnementaux. Près d'un quart des espèces de mammifères est en sérieux déclin. La couche de glace de la terre fond à mesure que la température du globe continue d'augmenter, en partie à cause de la consommation effrénée de combustibles fossiles. La moitié des zones marécageuses de la terre, des écosystèmes clés qui abritent un très grand nombre d'espèces et fournissent des services écologiques cruciaux, ont disparu depuis 1900 du fait de la pollution et du développement. Durant les années 1990, la planète a perdu 9,4 millions d'hectares de forêt par an – une surface environ de la taille du Portugal. En règle générale, malgré plus de 30 ans d'aboutissements modernes – et bien avant la période Bush – la majorité des tendances environnementales les plus importantes sont allées continuellement dans le mauvais sens.

Il y a trois types d'avancées dans le domaine de l'environnement. Premièrement, les progrès radicaux face à des problèmes bien précis, comme l'élimination presque totale du DDT et du plomb. Ces progrès sont importants mais limités dans leur nombre et leur impact global. Le deuxième type d'avancée comprend tout un éventail de politiques, de programmes et de réglementations destinés à « – faire quelque chose » pour un problème environnemental critique, mais cela ne fait que retarder, plutôt qu'inverser, les tendances importantes. Ainsi le taux de disparition des marais aux Etats-Unis a été ralenti mais il s'élevait cependant toujours à plus de 20 000 hectares par an dans les années 1990. De même, la consommation d'essence par kilomètre des voitures aux Etats-Unis a été améliorée mais cette tendance a été submergée par l'augmentation du nombre de voitures, par l'engouement pour les véhicules utilitaires légers et les véhicules utilitaires sports et par l'augmentation du nombre de kilomètres parcourus.

Le troisième type d'avancée inverse vraiment la direction d'une tendance à long terme destructrice. On peut citer pour exemple le protocole de Montréal mentionné plus haut (qui, malgré l'existence d'un marché noir pour les CFC, a grandement réduit leur diffusion dans l'atmosphère), certaines réductions de la pollution de l'eau et de l'air et l'assainissement du lac Erie.

Malheureusement, même avant la politique destructrice de l'administration Bush, la majorité des progrès environnementaux effectués se classent dans la seconde catégorie: ils ont été utiles, mais les améliorations n'ont pas été assez importantes pour inverser les tendances négatives à long terme. Ce n'est donc clairement pas suffisant.

Comment se sortir de cette situation? Tout effort stratégique pour inverser ces tendances doit commencer par faire face aux implications d'une vérité évidente: quels que soient les sentiments des gens pour l'environnement, ils feront forcément passer leurs emplois avant ce dernier si les deux semblent entrer en conflit. La pollution de l'air et de l'eau, par exemple, est difficile à combattre au niveau local dans la mesure où les citoyens et les élus craignent de perdre des emplois en s'attaquant aux entreprises les plus polluantes, même quand la menace est sérieuse. Les citoyens de Pigeon River, dans le Tennessee, par exemple, ont choisi de tolérer il y a plusieurs années les émissions potentiellement cancérigènes de

l'usine de papier Champion International en Caroline du Nord de peur de perdre un millier d'emplois. Un employé de 51 ans, favorable à ce que l'usine reste ouverte malgré le danger, exprime une opinion partagée par un grand nombre de personnes: « – Qu'est ce que vous pouvez faire à mon âge quand vous êtes menacé de vous retrouver à la rue? »

Si l'on ne peut pas solutionner le problème des emplois, il y aura une opposition politique continue aux mesures environnementales importantes pouvant être à l'origine de bouleversements économiques. D'un autre côté, si l'on peut assurer la stabilité économique des communautés, leur capacité à faire face aux problèmes environnementaux en seront grandement améliorées.

QUE CENT FLEURS S'ÉPANOUISSENT!

Cependant, pour arriver à cela, le mouvement environnemental doit développer une approche stratégique beaucoup plus large et de nouvelles alliances. Est-ce possible? Avec les syndicats mais aussi avec d'autres groupes clés au sein des collectivités locales?

Certains signes sont encourageants. Les défenseurs de l'environnement ont montré ces dernières années leur capacité à élargir leur programme, à trouver des alliés dans de nouveaux secteurs. En ce qui concerne l'extension anarchique des villes, par exemple, on a insisté pendant de nombreuses années sur la mise en place de politiques destinées à contenir cette croissance. Mais on réalise de plus en plus aujourd'hui que les déplacements vers les zones périphériques qui contribuent à l'extension incontrôlée des villes, résultent souvent des échecs dans le développement économique des villes-centres. Selon Bruce Katz du Brookings Institution: « –L'augmentation d'une pauvreté urbaine concentrée entraîne une croissance rapide et anarchique des zones périurbaine. »

En réponse, un certain nombre de groupes ont inclus des stratégies économiques communautaires dans des programmes strictement environnementaux et ont ainsi trouvé de nouveaux alliés. Par exemple, le « –Eastward Ho! Brownfields Partnership » – une collaboration entre des agences gouvernementales, des organisations communautaires et des groupes privés travaillant sur le développement

du Sud-Est de la Floride – s'efforce de promouvoir un développement de l'espace inutilisé pour revitaliser le noyau urbain de Miami et les autres communautés côtières et ainsi réduire la pression sur les Everglades. Le Maryland's Smart Growth & Neighborhood Conservation Initiatives suit la même logique politico-économique.



Une stratégie à long terme plus importante permettrait de renforcer ces idées et d'organiser de larges coalitions autour de politiques spécifiques et de nouvelles institutions destinées à défendre les économies locales et la sécurité environnementale. Bien que l'action politique au niveau national, en tout cas aux Etats-Unis, soit dans l'impasse dans de nombreux domaines, les possibilités sont nombreuses au niveau local et au niveau des Etats et il y a des signes du potentiel d'importants changements.

Malgré l'indifférence des médias, on assiste à une discrète explosion de nouvelles politiques locales et d'Etats visant à préserver les emplois, à améliorer l'autosuffisance locale et à augmenter les « –coefficients multiplicateurs » économiques locaux afin que l'argent dépensé dans une collectivité circule pour créer de nouveaux emplois. Voici quelques exemples:

- Les gouvernements des Etats américains s'assurent maintenant régulièrement que les marchés publics favorisent l'économie locale. Les petites entreprises locales, par exemple, peuvent bénéficier d'une préférence de 5% pour les offres de contrats des Etats en Californie, au Nouveau-Mexique et en Alaska.

- De nombreuses villes (environ la moitié des municipalités selon une étude récente) utilisent les contrats publics pour aider les entreprises communautaires (*community development corporations*, CDC) à l'échelle des quartiers et pour améliorer simultanément les services publics.

- Les programmes «-achetez local» financés par des fonds publics sont de plus en plus répandus. Le *Rural Local Markets Demonstration* dans le centre de la Caroline du Nord identifie les produits, les services, les pièces et les matières premières que les fabricants peuvent acheter localement et aide d'autres entreprises locales à développer de tels produits et/ou aide à la création d'entreprises pour répondre à la demande.

- Les caisses de retraite essayent maintenant régulièrement de contribuer à l'économie locale. Plus de la moitié des Etats américains ont établi des programmes destinés à promouvoir les investissements aidant les collectivités.

Le plus important est peut-être qu'un extraordinaire éventail de nouvelles institutions économiques, qui tout à la fois retiennent les emplois et assurent une meilleure distribution des richesses, est au bord d'une expansion stratégique, potentiellement explosive. On compte par exemple dans le pays maintenant environ 11 000 entreprises dont les employés sont pour une bonne part ou entièrement propriétaires. On compte plus de personnes dans ces entreprises que d'employés syndiqués dans le secteur privé. Non seulement le bilan de ces sociétés est impressionnant, mais leur capacité à retenir les emplois est d'une importance capitale pour la stabilité des communautés; peu de sociétés qui appartiennent aux employés sont tentées d'aller s'installer au Mexique! De plus, beaucoup de ces entreprises sont également à la pointe en matière de politique environnementale. Crantson Print Works à Rhodes Island a par exemple reçu régulièrement des prix pour avoir réduit son utilisation de produits toxiques. L'entreprise de services et de fournitures de bureau Herman Miller Inc. a été reconnue par la Fédération nationale de la faune et l'Etat de Californie pour avoir réduit ses déchets de manières remarquable. Kolbe and Kolbe, fabricant de fenêtres et de

portes, a réduit de façon significative sa production de déchets dangereux suite à une suggestion des employés-propriétaires.

Les entreprises dirigées par les employés ne sont pas les seules institutions émergentes à pouvoir aider à la stabilisation de l'économie et à équilibrer la distribution des richesses. Il y a par exemple actuellement environ plus de 4 000 entreprises communautaires actives dans tous les Etats-Unis (6 000 selon certaines estimations). Plus de 115 millions d'Américains sont membres de ces coopératives. Des centaines de nouvelles fiducies foncières collectives sont maintenant actives dans diverses communautés. Même si cela est passé inaperçu, de nombreuses municipalités, qu'elles soient démocrates ou républicaines, ont mis en place dans leurs villes des entreprises publiques importantes.

Avec de la détermination et une vision claire des choses, ces institutions peuvent résoudre le conflit apparent entre la création d'emplois et la durabilité environnementale. De nombreuses municipalités, par exemple, créent des emplois et génèrent des revenus par le biais d'entreprises de traitement des déchets qui transforment le méthane (un gaz à effet de serre rejeté par les ordures) en énergie. La ville de Riverview dans le Michigan récupère actuellement plus d'un million deux cent mille mètres cubes de méthane par jour. Le gaz aide à produire 40 000 mégawattheure par an et sa vente génère des revenus pour la ville. On rencontre des initiatives similaires dans tout le pays. Parmi les nombreuses opérations innovantes de récupération du méthane, on peut citer celles menées par le Département du Commerce et des Affaires Communautaire de l'Illinois, par le Bureau de l'énergie de Caroline du sud, par le comté de Los Angeles et par la ville de Portland dans l'Oregon.

LES SERVICES LOCAUX EN PLEINE EXPANSION.

Quelques exemples ne constituent pas un mouvement, mais des recherches récentes suggèrent que l'expérience politique et institutionnelle nécessaire pour aboutir à un projet national plus large et à long terme, centré sur l'économie locale et la sécurité environnementale, se développe rapidement. D'importants changements sectoriels sont également en cours qui, au fil du temps, pourraient rendre stratégiques ces efforts marginaux, en particulier le déclin du secteur secondaire.

En 1950, 31% de la force de travail américaine non-agricole oeuvrait dans le secteur secondaire. Vingt ans plus tard ce chiffre était descendu à 25% et en 1990 il atteignait 16%. Aujourd'hui le nombre de personnes travaillant dans le secteur secondaire ne représente plus que 11% de la population active et ce chiffre



devrait encore décliner. Le fait est que l'économie américaine a été dominée par les services pendant de nombreuses années – un secteur plus local, plus stable et moins dépendant (ou sensible) aux variations du commerce mondial que le secteur secondaire (seul 5 à 7% des services américains sont exportés). Bien que rarement mentionnés dans les médias qui se focalisent sur le secteur industriel, ces changements sectoriels en cours favorisent un développement économique plus stable et plus local. Les travaux de l'économiste Thomas Power laissent entendre qu'en fait « – environ 60% de l'activité économique américaine est locale et fournit aux habitants les biens et les services qui leur assurent une vie confortable. Cela inclut: les activités de vente au détail, les services et les activités professionnelles, les professions libérales, les services médicaux, de réparations et d'éducation, la construction, les services publics, les transports locaux, les institutions financières, l'immobilier et les services gouvernementaux. Ainsi presque toutes les économies locales sont dominées par des résidents qui s'échangent des services.»

Les activités économiques locales ont augmenté de 42% en 1940 à 52% du total des activités économiques communautaires en 1980. De 1969 à 1992, remarque Power, «–ensemble, la vente au détail et en gros, les services, le secteur financier, l'immobilier et les autorités locales et les gouvernements d'États» ont constitué « – un pourcentage de plus en plus large des revenus totaux, passant de 52% à 60%...» Comme l'explique l'économiste Paul Krugman, « – bien que nous parlions beaucoup de mondialisation actuellement, d'un monde devenu plus petit, quand on considère l'économie des villes modernes, on assiste à un processus de localisation: une part grandissante de la population active produit des services qui sont vendus dans la même zone urbaine.»

En bref, un effort déterminé pour faire de l'économie locale et de la sécurité environnementale une priorité stratégique irait dans le sens du changement sectoriel en cours. Une initiative à long terme destinée à construire des alliances au niveau local et au niveau des États peut espérer créer des bases politiques et des expériences au niveau national pour réduire la peur liée à l'emploi qui affaiblit les efforts de défense de l'environnement.

Il y a beaucoup plus en jeu cependant que l'économie locale, ou même que les politiques environnementales. Toute tentative sérieuse de faire face aux sources à long terme de nos problèmes amènera finalement à se poser des questions sur la démocratie et sur une culture accordant plus de place à l'environnement. Bien que presque tout le monde prétende s'intéresser à de telles abstractions, la vraie question est de savoir si l'on peut commencer à les prendre au sérieux en termes d'engagement politique et stratégique.

DÉMOCRATIE ET DÉMOCRATIE

Cela nous amène aux implications exigeantes liées à réellement «–penser globalement et agir localement». Ces dernières années, plusieurs théoriciens ont attiré l'attention sur la première de ces implications: ce qu'il faut pour vraiment entretenir la démocratie. Dans son livre *Bowling Alone*, qui a provoqué de nombreux débats, Robert Putman va chercher bien au-delà des indicateurs superficiels d'engagement démocratique, tel que la baisse du nombre de votants, pour mettre l'accent sur le

déclin des associations citoyennes locales, des réseaux, des clubs formels et informels, des groupements de quartiers, des syndicats et des autres groupes. Il laisse entendre que ce déclin a, pour sa part, affaibli les fondations essentielles à la démocratie en général. Il laisse en dehors de son analyse les partis politiques nationaux, les groupements d'intérêt nationaux, le lobbying au niveau national, les lois sur le financement des campagnes nationales ou les phénomènes politiques nationaux. Bien que ces derniers soient importants, Putman et d'autres ont insisté de plus en plus sur l'importance au niveau local des groupes et de l'engagement citoyen. Voilà l'endroit où il faut commencer à chercher le renouveau démocratique. Si l'on ne peut pas avoir la Démocratie sans démocratie, alors l'une des conditions nécessaires (si elle n'est pas suffisante) pour la reconstruire est de commencer à travailler localement.

C'est une vieille leçon, adapter au monde moderne la phrase de Tocqueville «—dans les pays démocratiques savoir s'unir est à la base de toutes les autres formes de connaissances...» John Stuart Mill, un autre théoricien du 19^{ème} siècle, pensait également que l'expérience directe d'une gouvernance locale était essentielle à «—l'apprentissage particulier d'un citoyen, la partie pratique de l'éducation politique d'un peuple libre... Nous n'apprenons pas à lire ou à écrire, à monter à cheval ou à nager, si l'on nous dit simplement comment le faire mais en le faisant, c'est donc seulement en mettant en pratique le gouvernement populaire à une échelle limitée que le peuple apprendra à l'exercer à plus grande échelle.»

La question cruciale, bien sûr, est de savoir quelles sont les conditions nécessaires dans le monde réel pour concrétiser cette idée. La participation des citoyens au sein des collectivités locales est impossible s'ils ne peuvent atteindre un certain degré de stabilité économique. En effet, qu'est ce qu'une «—communauté» quand les «—citoyens» sont forcés de déménager régulièrement à cause de conditions économiques instables? Et qui a de vrais intérêts dans les décisions à long terme?

Une vraie démocratie participative nécessite une économie communautaire en bonne santé et des institutions essentielles à son fonctionnement. Tout effort sérieux à long terme en matière d'économie locale et de sécurité environnementale doit donc faire le nécessaire pour reconstruire les bases locales de la démocratie.

On voit évidemment où cela nous mène: l'instabilité économique affaiblit radicalement tous les réseaux de la société civile, y compris ceux qui entretiennent la

démocratie et l'intérêt des communautés pour leur environnement. Au contraire, les stratégies qui contribuent à une plus grande stabilité créent, dans le même temps, un contexte plus favorable aux associations de la société civile qui consolident la démocratie en général, et aux organisations citoyennes défendant l'environnement en particulier.



De plus ces stratégies locales ont un effet multiplicateur à la fois dans le temps et dans l'espace. Les recherches de Giovanna Di Chiro ont démontré comment les programmes des groupes populaires évoluent généralement de la défense d'une zone précise au soutien d'un concept plus large, plus universel de justice environnementale. Raymond DeYoung, Stefan Vogel et Stephen Kaplan ont examiné les diverses manières dont la participation locale directe sensibilise les gens aux problèmes de l'environnement en général. Les changements de comportement – et d'acceptation des standards et des normes environnementales – qui en résultent sont cruciaux pour soutenir un changement de politique nationale plus large et à long terme.

PERSPECTIVES

Je crois que l'on approche tranquillement le moment où l'on aura une réelle chance de poser systématiquement les fondations structurelles d'une stratégie à

long terme à l'échelle locale et au niveau des Etats, visant non seulement à réduire l'instabilité économique qui affaiblit toute tentative de contrôle de la pollution, mais aussi à alimenter les bases d'une culture démocratique et écologique plus dynamique.

J'avoue que l'idée de construire un programme à long terme paraît difficile, surtout face au problème posé par l'administration Bush. Mais d'un autre côté, d'autres périodes particulièrement difficiles de l'histoire ont fréquemment donné naissance à des changements positifs, souvent en grande partie parce que les individus ont été forcés de réévaluer et de développer de nouvelles stratégies.

Il y a des années, j'étais directeur législatif pour le regretté Sénateur Gaylord Nelson, fondateur de la Journée de la Terre. Nelson avait été un «-Gouverneur écologiste». La première fois qu'il a été élu au Sénat américain, l'idée que les problèmes environnementaux puissent un jour devenir importants aux Etats-Unis semblait difficile à prendre au sérieux. En effet, tout le monde savait que c'était voué à l'échec. Cependant, en quelques années seulement, ce qui semblait impossible est devenu un mouvement extraordinaire.

Dans le Sud, avant les années 1960, l'idée était largement répandue que les chances de changements étaient presque nulles – et cela n'était pas seulement le fait de politiciens réactionnaires, mais d'un réel climat de terreur. Les noirs, et même certains américains blancs, étaient assassinés pour avoir exigé leurs droits fondamentaux. Pour beaucoup dans le Sud des années 1930 et 1940, la possibilité d'un changement semblait beaucoup plus distante qu'elle n'apparaît pour le mouvement de défense de l'environnement aujourd'hui. Et pourtant, ceux qui se sont battus malgré ces difficultés, ont fini par poser les fondations d'un changement positif extraordinaire.

La majorité des gens a également tendance à oublier à quel point les penseurs et les militants écologistes étaient marginaux dans les années 1950, même avant la défaite de Goldwater en 1964. Les idées et les politiques qui dominent actuellement la réalité américaine étaient considérées à une époque comme dépassées et ridicules par la presse dominante, les dirigeants politiques nationaux et par la majorité des théoriciens académiques les plus sérieux. Les conservateurs travaillaient dans des conditions très difficiles pour développer leurs idées, leurs

pratiques et leurs politiques sur le long terme. Et, bien que je ne sois pas d'accord avec eux, ils démontrent ce qu'il est possible de réaliser malgré des circonstances défavorables quand les gens s'investissent vraiment.

Tout cela met en évidence un point plus fondamental: laisser entendre qu'il est possible et réaliste de développer de nouvelles alliances à long terme autour d'un programme de sécurité économique et écologique au niveau des collectivités ouvre de nouvelles portes pour adopter une vision globale plus large d'un changement systémique – qui peut aider à atteindre les objectifs démocratiques et communautaires. Il ne s'agit donc pas simplement d'une affaire de politiques et d'alliances, bien que les deux soient indispensables. La seule manière de parvenir à la motivation et à l'engagement nécessaires à des changements importants est d'offrir une vision réaliste et moralement irréprochable allant au-delà des problèmes écologiques pour rejoindre la question même de la démocratie.

Gar Alperovitz est professeur d'Economie Politique à l'Université du Maryland. Cet essai est basé sur son livre paru récemment *America Beyond Capitalism: Reclaiming Our Wealth, Our Democracy, and Our Liberty*.